



Article paru dans le combat syndicaliste écrit par un adhérent du syndicat de Bordeaux

Quelques observations sur la politique de l'Etat en matière de communication dans les services du Ministère du travail en Gironde.

Notre gouvernement fait preuve d'une grande capacité à communiquer, à lancer des campagnes promotionnelles financées par des fonds publics bien qu'allant à l'encontre de nos intérêts de classe.

C'est ainsi qu'à la mi-juillet, dans la plus grande confusion des genres, fleurissaient un peu partout au sein de la Direction départementale du travail de Gironde[[il faut dire maintenant « unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE » (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi)], de grandes affiches et des plaquettes du ministère de l'Intérieur.

Au-dessus des logos de la police nationale, de la gendarmerie nationale et de la préfecture de police, on pouvait voir en photo un pavillon de banlieue entièrement enchaîné et cadenassé.

« Contre les cambriolages, ayez les bons réflexes » pouvait-on y lire.

Les premières étaient placardées à tous les étages, les secondes étaient disséminées sur tous les présentoirs, à disposition du quidam venu se renseigner sur sa procédure de licenciement, remplir un dossier pour obtenir un papier l'autorisant à travailler s'il est étranger, ou faire part de ses conditions de travail à un agent de l'Inspection du travail : « Je viens de me faire arracher deux doigts, j'avais prévenu mon patron que la machine était défectueuse, que pouvez-vous faire pour moi ? ».

Grâce à l'opération « Tranquillité vacances » ceux-ci ont pu repartir avec des informations fort utiles pour protéger leur domicile lors d'une petite croisière bien méritée au large de l'île de Malte sur le yacht d'un ami, avant d'entamer une rentrée socialement chargée (inscription à Pôle Emploi pour les uns, dossiers Cotorep pour d'autres...).

Alors que depuis des mois les agents de ces services alertent leurs hiérarchies et réclament des postes pour répondre au besoin des usagers de plus en plus fragilisés par la crise (augmentation des ruptures conventionnelles, du chômage partiel, des licenciements économiques), le gouvernement continue à négliger usagers et agents, poursuivant nonchalamment son entreprise de sabotage des services publics, aidé sur le terrain, par quelques cadres zélés de la fonction publique surtout préoccupés par leurs ambitions personnelles.

C'est ainsi que certains usagers ressemblent de plus en plus à des laissés pour comptes, victimes d'un système dans lequel le patron et le travailleur ne sont pas égaux.



Ça communique comme on nous ...

En Gironde comme ailleurs, nous avons de plus en plus de difficultés à joindre le standard de l'ancienne Direction départementale du travail, ou le service renseignements alors qu'une des missions de ce service public est d'assurer l'égalité d'accès au droit. Lentement mais sûrement l'Etat dépouille de ses effectifs certains services publics utiles dans un contexte capitaliste.

C'est pourquoi la contradiction que nous dénonçons depuis toujours se fait aujourd'hui de plus en plus criante :

Finalement, si l'Etat n'assure plus les missions sur lesquelles certains ont justifié son existence, pourquoi lui reconnaître une quelconque légitimité ?

Or, l'Etat redevient ce qu'il a toujours été, une force de répression contre toutes vellétés populaires de changement de société pour une société plus égalitaire. Distiller la peur pour sa propriété, la peur de son voisin ou de l'étranger permet de mieux nous diviser !

Faire de la propagande sécuritaire au sein des locaux de l'inspection du travail revient à surfer sur les peurs irrationnelles qui nous habitent.

Cela peut créer également une confusion certaine entre la police et l'inspection du travail.

Alors qu'aujourd'hui les travailleurs sans papier, premières victimes du travail au noir, sont très peu nombreux à aller réclamer leur dû, demain, ils n'iront plus...

Une militante bordelaise